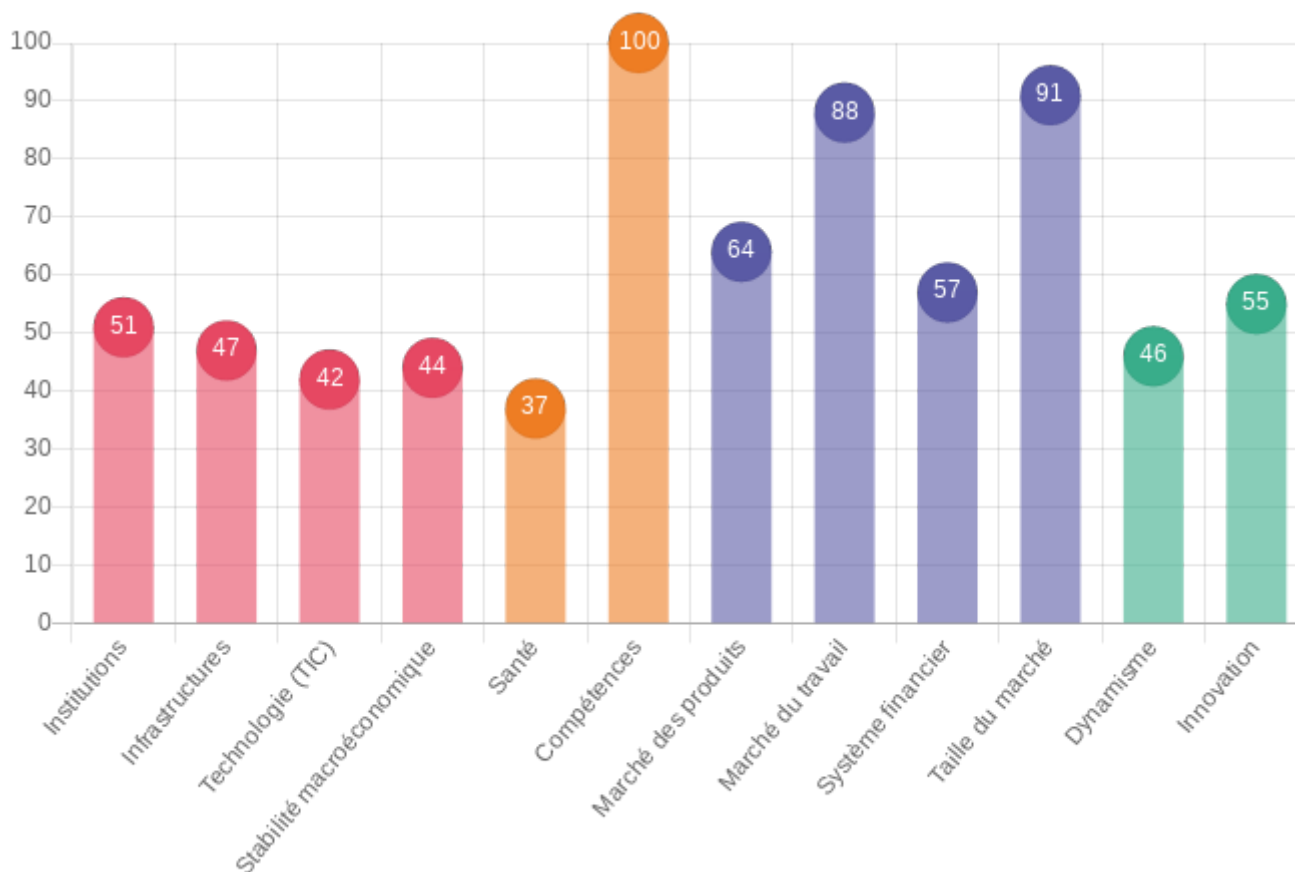


Évaluation

Votre profil personnel

Bien! Vous vous souciez de la prospérité de notre pays et soutenez la place économique suisse à bien des égards. Dans l'ensemble, la Suisse a cependant besoin d'un peu plus de soutien de votre part. Aidez notre pays à retrouver une position de pointe mondiale et contribuez à son succès. Si vous souhaitez en savoir plus sur certains thèmes de politique économique, n'hésitez pas à nous le faire savoir.



L'économie a besoin de bonnes conditions-cadre. Le Forum économique mondial a défini douze piliers importants pour la compétitivité. Un pays doit créer de bonnes conditions-cadre si possible dans tous ces domaines afin d'être compétitif au niveau international. Pour que tous les facteurs de succès déploient pleinement leurs effets et que la compétitivité soit préservée, tous les rouages doivent toutefois s'imbriquer parfaitement. À vrai dire, vous êtes dans la moyenne dans tous les domaines. Ce serait magnifique si vous vous engagiez encore plus systématiquement en faveur de bonnes conditions-cadre.



Vous contribuez de manière significative à créer de bonnes conditions-cadre et à assurer la compétitivité de la Suisse dans les domaines suivants:

- **Compétences**
- **Marché du travail**
- **Taille du marché**



Vous disposez encore d'un potentiel d'amélioration dans les domaines suivants pour ce qui est de créer des conditions-cadre plus concurrentielles:

- **Institutions**
- **Marché des produits**
- **Système financier**
- **Innovation**



Envisageriez-vous de repenser vos positions dans les catégories suivantes afin de préserver la compétitivité de la Suisse?

- **Infrastructures**
- **Technologie (TIC)**
- **Stabilité macroéconomique**
- **Santé**
- **Dynamisme**



Politique économique extérieure

Approuvez-vous un accord institutionnel avec l'UE pour préserver et développer les relations bilatérales?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

À raison de 20 à 30 milliards de francs par an, l'apport économique des accords bilatéraux d'accès au marché est essentiel pour la Suisse. Sur le long terme, ce montant risque de disparaître si l'accord institutionnel échoue. Plus fondamentalement, le maintien et le développement de la voie bilatérale avec l'UE sont menacés.

La Suisse devrait-elle renoncer à participer au nouveau programme de recherche européen (Horizon Europe)?



Ma réponse: **Non**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

L'association de la Suisse à ce programme de recherche, le plus grand à l'échelle mondiale, est primordiale pour l'attrait du pôle de recherche suisse et, par conséquent, pour la compétitivité de notre place économique. Dans le cas contraire, la recherche suisse risque d'être lourdement pénalisée.

Êtes-vous favorable à un accord sur l'électricité avec l'UE afin que la Suisse puisse accéder au marché électrique européen?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Un accord sur l'électricité est nécessaire, parce que nous avons besoin d'un approvisionnement garanti. Nous aurons aussi besoin à l'avenir de prix de l'électricité compétitifs pour les entreprises suisses. Pour cela, il nous faut un réseau à très haute tension stable et si possible sans goulets d'étranglement avec les autres pays. L'accès au marché doit par ailleurs s'effectuer sans discriminations. Seul un accord-institutionnel permet cela.

La Suisse devrait-elle introduire un contrôle étatique des investissements et créer une autorité de contrôle?



Ma réponse: **Plutôt Non**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Pour l'économie, l'introduction de contrôles des investissements étatiques constitue une grave atteinte à la liberté de propriété et d'entreprise garantie par la Constitution. De plus, il n'y a pas suffisamment de preuves de l'efficacité d'un contrôle des investissements par l'État. La Suisse dispose déjà d'instruments efficaces pour la protection ciblée des infrastructures importantes pour la sécurité nationale ainsi que des entreprises essentielles pour l'économie.

La Suisse doit-elle conclure d'autres accords de libre-échange et moderniser les accords existants?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

La Suisse a conclu 32 accords de libre-échange. Ils représentent un instrument important pour le petit pays exportateur qu'est la Suisse. Les dispositions qu'ils contiennent vont au-delà du droit de l'OMC en vigueur, ce qui permet à la Suisse d'améliorer l'accès de ses entreprises au marché. C'est important, car le cycle actuel de Doha de l'OMC est dans l'impasse depuis des années et qu'il ne faut pas s'attendre à des ouvertures significatives au niveau multilatéral dans un avenir proche.



Politique de l'éducation

Faut-il ancrer obligatoirement la culture numérique, ou «digital literacy» en anglais, dans le plan d'études de l'enseignement gymnasial et la reconnaissance de certificats de maturité?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Chaque élève devrait, au terme de sa scolarité obligatoire, posséder des connaissances de base en programmation et en raisonnement computationnel: savoir présenter des faits de manière abstraite dans un modèle, puis les reproduire à l'aide d'algorithmes et de données.

La Confédération devrait-elle explicitement encourager la mobilité internationale en matière de formation professionnelle (supérieure)?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

La mondialisation de l'économie entraîne l'internationalisation de l'éducation. Le système de formation professionnelle suisse doit donc également fournir aux étudiants les compétences internationales que le marché du travail demande de plus en plus. L'encouragement de la mobilité internationale est un élément central dans cette perspective.

Faut-il donner la priorité aux dépenses pour la formation, la recherche et l'innovation par rapport à celles pour l'agriculture, l'aide au développement et l'armée?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

La qualité – exceptionnelle – de la formation et de la recherche suisse est la clé du progrès et a valu à notre pays le titre de «champion du monde de l'innovation». Comme les investissements dans la formation et la recherche portent leurs fruits sur le long terme, ils devraient rester prioritaires par rapport à des dépenses moins importantes sur le plan économique.



Politique énergétique

La Suisse devrait-elle renoncer à une libéralisation complète du marché de l'électricité?



Ma réponse: **Plutôt Non**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Une ouverture intégrale du marché garantit à moyen terme la sécurité d'approvisionnement à des prix compétitifs. Ceux-ci sont un facteur essentiel pour le succès des entreprises.



Politique budgétaire

Soutenez-vous la suppression de tous les droits de douane industriels sur les importations?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Supprimer les droits de douane sur les importations de produits industriels est une mesure structurelle clé pour la Suisse, qui ferait baisser les prix à l'importation. Ce serait aussi un symbole fort en faveur de relations commerciales ouvertes, qui ont toujours un effet positif sur l'économie. En tant que nation exportatrice, la Suisse n'est pas protégée, mais désavantagée par les droits de douane à l'importation.

Faut-il réduire l'enchevêtrement des tâches entre la Confédération et les cantons, et réattribuer plus clairement les compétences?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Dans de nombreux domaines, les solutions décentralisées sont plus proches des citoyens. Une attribution claire des tâches et des responsabilités aux différents niveaux étatiques permet d'utiliser les recettes fiscales de manière ciblée et efficace, en évitant les doublons, les fausses incitations et les dépendances coûteuses.

Souhaiteriez-vous réduire la part des dépenses liées de la Confédération?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Les dépenses liées représentent déjà plus de 60% des dépenses globales et limitent considérablement la marge de manœuvre budgétaire du Parlement. Il convient donc de les éviter autant que possible, et de les réduire.

Faut-il limiter la concurrence fiscale entre les cantons?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Le fédéralisme fiscal est l'une des clés du succès financier de la Suisse. Il améliore l'efficacité des administrations cantonales, maintient la charge fiscale à un niveau modéré et renforce l'acceptation des impôts au sein de la population. Une harmonisation fiscale matérielle ferait barrage à l'adaptation de la politique fiscale aux conditions locales et, à moyen terme, entraînerait une hausse de la charge fiscale.

Soutenez-vous un assouplissement du frein à l'endettement?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Le frein à l'endettement a fait ses preuves. En comparaison internationale, la dette fédérale est modérée et a pu être réduite depuis l'introduction de cet instrument. Les ressources économisées grâce à la baisse des charges d'intérêt augmentent la marge de manœuvre financière pour d'autres domaines. En même temps, le frein à l'endettement est suffisamment souple pour réagir aux variations conjoncturelles et le taux d'investissement de la Confédération est aussi stable.

Soutenez-vous une imposition plus forte des revenus du capital (intérêts et dividendes)?



Ma réponse: **Plutôt Non**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

L'imposition des revenus du capital est un élément incitatif essentiel pour les investissements dans les entreprises et des projets productifs. Une hausse disproportionnée de cette taxation aurait des effets négatifs sur les conditions de financement pour les entreprises et, en fin de compte, sur la croissance économique en général.

Soutenez-vous une suppression des droits de timbre?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Les droits de timbre sont un vestige d'autrefois. Dans les pays concurrents, les taxes analogues ont été supprimées depuis longtemps. Le droit d'émission sur le capital propre a des effets défavorables sur le financement des entreprises et complique en outre leur création. Le droit de timbre de négociation grève les places boursière et financière suisses parce qu'il les rend fiscalement moins attrayantes en comparaison internationale.

Soutenez-vous l'introduction en Suisse d'une imposition spéciale pour l'économie numérique?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Une imposition spéciale du chiffre d'affaires numérique constitue une atteinte fondamentale au système actuel d'imposition des entreprises, qui veut qu'elles paient l'impôt sur le bénéfice sur le lieu de production, en guise de contrepartie à l'exploitation des infrastructures publiques. À l'inverse, la TVA est due sur le lieu de consommation. Si de nouveaux impôts sur le chiffre d'affaires devaient être, à l'échelle internationale, introduits sur le lieu de consommation, cela ne serait pas sans graves conséquences pour le substrat fiscal en Suisse. Les impôts des entreprises suisses actives à l'échelle internationale seraient alors davantage prélevés non plus en Suisse, mais dans les pays ayant un vaste marché.



Politique financière

Approuvez-vous la création d'un fonds souverain suisse?



Ma réponse: **Plutôt Non**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Il y a régulièrement des tentatives de créer et d'alimenter un fonds souverain pour financer différents projets, en puisant dans les moyens disponibles de la Banque nationale. Il faut pourtant s'y opposer, car un tel fonds compromettrait l'indépendance de la Banque nationale suisse. Celle-ci peut seulement imposer ses décisions de manière crédible aux marchés financiers si les intervenants ont la certitude que, même en cas de mesures impopulaires, aucune ingérence politique ne viendra l'affaiblir. Tout signal contraire risquerait de gravement affecter la capacité d'action de la BNS et de nuire durablement à sa réputation.

La Banque nationale suisse devrait-elle reverser les revenus des intérêts négatifs aux caisses de pension suisses?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Pour que la Banque nationale puisse mener une politique monétaire axée sur la stabilité, elle doit être indépendante de la politique. Or de telles interventions menaceraient l'indépendance de la Banque nationale suisse.



Politique de la santé

Le plafonnement de la participation aux coûts et la franchise de l'assurance obligatoire des soins (AOS) doivent-ils être adaptés à l'évolution des coûts?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

L'économie est convaincue que la participation aux coûts doit être régulièrement ajustée à l'évolution de ces derniers, afin d'encourager la responsabilité individuelle. Cela permet d'atténuer l'aléa moral. Celui-ci est présent lorsque ce n'est pas la personne concernée, mais un tiers qui paye pour des prestations. La personne concernée n'est alors guère incitée à se montrer économe. La participation aux coûts atténue l'aléa moral et renforce par ailleurs la prévention.

Les cantons devraient-ils avoir la possibilité d'introduire des nombres minimum et maximum de cas dans l'assurance obligatoire des soins (AOS)?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

La fixation d'un nombre minimum de cas n'est pas un instrument approprié pour garantir des traitements efficaces. Elle peut inciter à effectuer l'un ou l'autre traitement inutilement afin d'atteindre le minimum. L'introduction d'un nombre maximal de cas limite la concurrence, parce que les patients ou les prestataires qui délèguent n'ont plus le libre choix. Il faut plutôt des données et des connaissances sur les effets des soins pour mesurer la qualité du traitement et les bienfaits pour le patient. Des instruments permettant de déterminer et de mesurer la qualité des soins médicaux sont donc nécessaires.

Faut-il plafonner les coûts annuels dans l'assurance obligatoire des soins (AOS)?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

Il faut éviter d'établir un budget global. Des systèmes tarifaires liés à des objectifs de qualité doivent en revanche être introduits. Le rapport qualité-prix s'en trouverait amélioré.



Politique des infrastructures

Faut-il assouplir modérément la valeur limite de rayonnement pour les réseaux de communication mobile en Suisse?



Ma réponse: **Non**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Il n'y a pas de conflit d'objectifs entre la protection de la santé et le relèvement des valeurs limite en Suisse. Au cours des dix à quinze dernières années, d'innombrables études ont été menées sur les effets des rayonnements des antennes de téléphonie mobile et des téléphones mobiles sur la santé. Aucun risque systématique n'a pu être démontré jusqu'à présent. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande des valeurs limite pour les antennes dix fois supérieures à celles de la Suisse. Si le Conseil fédéral et le Parlement adoptent les mesures demandées par les milieux économiques, les valeurs limite resteront trois fois plus strictes que celles recommandées l'OMS. Le principe de précaution appliqué en Suisse serait préservé.

Êtes-vous en faveur d'une pondération plus élevée des besoins de l'économie lors du développement du trafic d'agglomération (dans le domaine de la logistique, par exemple)?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

En Suisse, la route est, de loin, le mode de transport le plus utilisé pour le transport de voyageurs et de marchandises. La qualité des infrastructures routières suisses est très élevée en comparaison internationale, mais elle accuse une baisse selon le classement du Forum économique mondial. Des surcharges de trafic de plus en plus fréquentes remettent en question les performances de l'infrastructure routière. Des défis de taille se posent en particulier dans les agglomérations.



Politique agricole

Il n'y a pas de contradiction entre une ouverture des marchés et un secteur agricole fort et efficace. Partagez-vous cet avis?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Des marchés ouverts sont indispensables pour l'économie suisse. Dès lors, il est important que l'accès aux marchés internationaux soit encore élargi, notamment par des accords de libre-échange. Pour pouvoir exploiter pleinement leur potentiel commercial, les entreprises suisses doivent pouvoir exporter vers et importer depuis le plus grand nombre de marchés étrangers, sans discriminations. Selon diverses études, des ajustements modérés de la politique agricole permettraient déjà un meilleur accès au marché et seraient supportables pour l'agriculture.



Politique migratoire

Faut-il exclure du contingent d'étrangers les ressortissants d'États tiers (hors UE) titulaires d'un diplôme de haute école suisse?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Chaque année, 3000 étudiants d'origine extra-européenne environ suivent une formation dans une haute école suisse. Bien qu'ils disposent d'un savoir-faire très recherché du fait de la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, il leur est pratiquement impossible de travailler en Suisse. L'économie helvétique a pourtant intérêt à ce que les étudiants étrangers puissent rester et travailler. En outre, l'État y trouve également son compte si les diplômés des hautes écoles suisses «compensent» une partie des coûts engendrés par leurs études via des impôts versés à l'administration fiscale. C'est pourquoi les talents étrangers qui ont déjà pu s'intégrer en Suisse pendant leurs études ne devraient pas être mis à la porte.

Êtes-vous favorable à la dénonciation de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) avec l'UE?



Ma réponse: **Non**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

L'accord sur la libre circulation des personnes Suisse-UE a été accepté en votation populaire en 2000 et confirmé par le peuple en 2005 et 2009. La résiliation de la libre circulation des personnes comporterait de gros inconvénients pour la Suisse. Elle menacerait la voie bilatérale dans son ensemble, puisque les accords bilatéraux disparaîtraient très probablement. Un tel scénario nuirait très fortement à la place économique suisse.



Politique sociale

Soutenez-vous un relèvement de l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Au vu des défis démographiques, economiesuisse demande un mélange équilibré de mesures financières et structurelles. Afin de stabiliser l'AVS, il convient de lier le volume du financement additionnel à l'allègement net apporté par des mesures structurelles, telles que l'harmonisation et/ou l'augmentation de l'âge de référence. C'est le seul moyen de stabiliser durablement l'AVS d'une manière équitable pour toutes les générations.



Politique environnementale

Souhaitez-vous que toutes les entreprises intéressées puissent conclure une convention d'objectifs, où elles s'engagent à réduire leurs émissions et obtiennent en contrepartie un remboursement de la taxe sur le CO2?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Des conventions d'objectifs combinées avec une taxe modérée sur le CO2 ont fait leurs preuves dans le domaine de la protection du climat. Les engagements de réduction sont bénéfiques tant sur les plans écologique qu'économique. Une firme qui réduit ses émissions de CO2 ou sa consommation d'énergie en concluant une convention d'objectifs économise des coûts et reste compétitive par rapport à ses concurrents étrangers. Aussi toutes les entreprises devraient-elles avoir la possibilité de prendre un engagement de réduction et d'obtenir le remboursement de la taxe sur le CO2. Toutes les restrictions (valeur seuil, limite de minimis, par exemple) doivent être levées.

Soutenez-vous l'abandon total des combustibles fossiles en Suisse d'ici 2050?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Non**

La réduction des sources d'énergie fossile répond à une préoccupation majeure. La date de sortie de 2050 a cependant été choisie arbitrairement et constitue une atteinte excessive à la liberté économique. L'objectif actuel est déjà très ambitieux. Une interdiction complète réduit la flexibilité nécessaire pour que le passage à une ère à faibles émissions de dioxyde de carbone soit supportable pour l'économie. En même temps, les risques sont considérables si les technologies alternatives nécessaires pour une substitution complète ne sont pas encore prêtes à être commercialisées.



Politique de la concurrence

Approuvez-vous la création d'une identité électronique reconnue par l'État sur la base de la proposition du Conseil fédéral?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

La nécessité d'agir en matière d'identité électronique (e-ID) est grande. La Suisse est à la traîne en comparaison internationale. Un nombre croissant de processus commerciaux et administratifs se déroulent dans l'espace numérique. Comme il n'est pas possible de vérifier l'identité directement sur internet, les entreprises et les administrations ont besoin d'un moyen électronique fiable pour identifier les personnes.

La réglementation des marchés financiers doit-elle être entièrement numérisée?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

La place financière joue un rôle prépondérant pour la Suisse. À l'échelle internationale, elle compte parmi les leaders dans de nombreux domaines et, à l'échelle nationale, elle contribue substantiellement à la création de valeur et à la prospérité de la population. Une numérisation systématique des processus réglementaires est nécessaire pour qu'elle reste compétitive.



Politique économique

Soutenez-vous la mise au point rapide d'une révision de la loi sur les sociétés anonymes favorable à l'économie, basée sur le projet soumis par le Conseil national en été 2018?



Ma réponse: **Plutôt Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Le droit des sociétés anonymes est dépassé. Il serait donc judicieux que le projet de révision soumis au Parlement soit mis sous toit rapidement. Outre la transposition de l'ordonnance Minder (ORab) dans la loi, la révision prévoit également de nombreuses modernisations techniques qui apportent de la flexibilité aux entreprises. Le Conseil national a développé la proposition du Conseil fédéral dans un sens positif et adopté, à quelques exceptions près, un projet viable et favorable à l'économie. Dans l'intérêt de la sécurité juridique, ce projet doit être approuvé par les deux Chambres, si possible sans modifications.

Faut-il empêcher l'avancée d'entreprises étatiques et d'entreprises proches de la Confédération dans des branches du secteur privé?



Ma réponse: **Oui**

Réponse d'economiesuisse: **Oui**

Selon les principes libéraux de la Constitution fédérale, la tâche de l'État se limite à créer des conditions favorables à l'économie privée. Pourtant, l'«empreinte de l'État» grandit lentement, mais sûrement. L'avancée de l'État dans le secteur privé restreint la marge de manœuvre des entreprises privées. La concurrence et un environnement libéral restent toutefois les fondements du succès économique des entreprises, de l'innovation et d'une prospérité durable.